

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/AG/NG/W/69
29 novembre 2000

(00-5142)

Comité de l'agriculture
Session extraordinaire

Original: anglais

QUATRIÈME SESSION EXTRAORDINAIRE DU COMITÉ DE L'AGRICULTURE 15-17 NOVEMBRE 2000

Déclaration de la Hongrie

Considérations autres que d'ordre commercial (G/AG/NG/W/36/Rev.1)

Nous pensons que pour que les négociations sur l'agriculture débouchent sur un résultat équilibré, il est indispensable que chaque Membre présente ses intérêts et préoccupations en la matière et que tous les autres les examinent de façon constructive et dans un esprit ouvert. Aussi accueillons-nous avec grand intérêt la Note sur les préoccupations non commerciales et les documents de travail qui y sont joints et espérons-nous qu'il y aura un débat fructueux sur toutes les questions en jeu.

L'Accord sur l'agriculture reconnaît clairement l'existence de considérations autres que d'ordre commercial et indique qu'elles seront prises en compte lors des négociations sur l'agriculture. Le développement rural est pour nous le principal domaine suscitant des préoccupations liées à des considérations autres que d'ordre commercial. Nous partageons les vues exprimées dans le document de travail sur cette question et nous nous associons aux remarques des orateurs qui ont souligné le rôle essentiel que joue l'agriculture dans les politiques de développement rural.

Nous ne contestons pas le fait que des activités économiques autres que la production agricole peuvent favoriser le développement des régions rurales et qu'il est des situations où de telles activités peuvent même prendre progressivement la place de l'agriculture et jouer le rôle principal à cet égard, mais nous voudrions souligner qu'il est également vrai que très souvent, la production agricole est et restera dans un avenir prévisible le principal moteur du développement rural. Nier cela équivaldrait à ignorer tout simplement la réalité, réalité à laquelle est confronté notre pays par exemple. Dans certains cas, une forte diversification des activités économiques n'est pas possible pour des raisons objectives (une grande partie de la production industrielle et des industries extractives a été éliminée par des concurrents étrangers plus efficaces; il n'existe pas de conditions favorables à la création de nouvelles possibilités d'emploi, dans le tourisme par exemple). Dans d'autres cas, très fréquents dans de nombreuses régions de Hongrie, étant donné la fertilité du sol et les conditions topographiques et climatiques, le principe d'une affectation efficace des ressources requiert clairement le maintien et le développement des activités agricoles, le développement des régions rurales étant ainsi indissociablement lié à la viabilité du secteur agricole.

Dans ces conditions, nous considérons qu'il est essentiel de veiller à ce que le processus de réforme de l'agriculture n'empêche pas les Membres de suivre des politiques visant à rétablir la viabilité des zones rurales, ce qui, étant donné les problèmes exceptionnels posés par la transition économique, est une priorité politique et économique particulièrement forte de notre pays.

Permettez-moi de souligner pour conclure que nous adhérons pleinement au principe tendant à recourir aux mesures disponibles qui faussent le moins les échanges pour mener à bien nos politiques de développement rural ou même répondre à des préoccupations liées à d'autres types de considérations autres que d'ordre commercial.

Proposition du Groupe de Cairns sur l'accès aux marchés (G/AG/NG/W/54)

Puisque les autorités de notre pays n'ont pas encore achevé l'examen de cette proposition, permettez-moi de faire seulement une observation. J'aimerais m'arrêter sur l'approche dite de la contribution initiale, prônée par le Groupe de Cairns dans les domaines de l'accès aux marchés, du soutien interne et de la concurrence à l'exportation. Nous comprenons les raisons de cette initiative, à savoir assurer la poursuite ininterrompue du processus de réforme agricole, et nous partageons les craintes de voir les négociations se prolonger interminablement. Mais la façon proposée de traiter ce problème semble quelque peu irréaliste puisqu'elle semble supposer une mise en œuvre rétroactive des résultats des négociations en cours, ce qui est assez inhabituel. Il faudrait plutôt redoubler d'efforts pour élargir sensiblement le programme de négociations de l'OMC, puisque cela semble être le seul moyen de garantir des négociations rapides avec des résultats significatifs.

Proposition des États-Unis concernant une réforme des contingents tarifaires (G/AG/NG/W/58)

À propos de la proposition concernant la réforme des contingents tarifaires, la Hongrie partage l'opinion selon laquelle il faudrait établir des disciplines additionnelles pour l'administration des contingents tarifaires afin de garantir que les méthodes d'administration ne deviennent pas des obstacles au commerce, permettant ainsi aux exportateurs d'utiliser les possibilités d'accès offertes par ces contingents. Par ailleurs, à propos de la proposition tendant à mettre sur pied un mécanisme de déclenchement automatique afin d'abaisser les droits contingentaires lorsque les contingents sont peu utilisés, nous émettons de sérieuses réserves car cette suggestion suppose qu'il y a un lien direct entre le niveau des droits contingentaires et l'utilisation des contingents. Cela est peut-être vrai dans certains cas rares, mais le plus souvent, le niveau d'utilisation des contingents est déterminé par divers autres facteurs. Aussi la réduction des droits contingentaires n'entraînerait-elle pas la hausse attendue des taux d'utilisation des contingents.

Ad G/AG/NG/S/18

Nous souhaitons remercier le Secrétariat pour la rapidité avec laquelle il a, à notre demande, élaboré un document d'information sur le fonctionnement de la catégorie verte, ainsi que pour la qualité du document dont nous sommes saisis. Ce document donne un aperçu général et simple des questions qui ont été soulevées par les Membres au cours du processus d'analyse et d'échange de renseignements et lors du processus préparatoire de la troisième Conférence ministérielle. Il montre clairement que les Membres sont assez généralement d'avis que les critères applicables à la catégorie verte soient révisés sur la base de l'expérience relative à leur mise en œuvre, et ajustés selon qu'il convient. Or il est également évident que l'opinion des Membres diverge sur la question de savoir dans quel sens faire ce type d'ajustement. Pour dire les choses très simplement, il y a ceux qui souhaitent que ces critères soient encore renforcés afin de faire en sorte que les programmes de soutien considérés comme relevant de la catégorie verte n'aient pas d'effet de distorsion sur la production et le commerce, et il y a ceux qui souhaitent un renforcement de la souplesse offerte par la catégorie verte pour l'élaboration des politiques agricoles, l'objectif étant de tenir compte comme il convient de la diversité des situations agricoles dans diverses régions du monde. D'après les extraits figurant dans ce document, il est clair que la Hongrie, de même que les autres pays en transition, appartient à ce second groupe puisqu'elle est fermement convaincue que les critères prévus dans la catégorie verte doivent être réajustés de façon que tous les Membres de cette organisation puissent raisonnablement disposer d'un nombre suffisant de possibilités d'action. À cet égard, nous constatons avec plaisir que le soutien apporté à cette seconde position semble se renforcer depuis le début des

négociations sur l'agriculture et nous espérons que cette tendance se poursuivra. Nous pensons que ce document sera un instrument utile lorsque démarreront les débats approfondis sur le remaniement de la catégorie verte. Enfin, permettez-moi de demander que quelques corrections mineures soient apportées à l'annexe 1, où les deux documents présentés par les pays en transition, à savoir AIE/45 et WT/GC/W/217, ne sont pas mentionnés.

Ad G/AG/NG/S/19

Nous aimerions également remercier le Secrétariat pour le document d'information sur l'inflation et les variations des taux de change dans le contexte des engagements en matière de soutien interne. Il s'agit d'une question qui a été quelque peu négligée lors du Cycle d'Uruguay bien qu'elle ait des incidences considérables sur les droits à un soutien interne. Nous voudrions faire plusieurs observations sur ce sujet.

1. À propos de l'exemple 2, il faut noter qu'il illustre le cas spécifique où, pendant la période de base, il n'y avait pas de soutien des prix puisque les prix administrés étaient inférieurs aux prix de référence extérieurs fixes. Le titre donné à cet exemple, "Soutien des prix du marché faisant l'objet d'un engagement *de minimis*" permettrait de supposer, au moins selon nous, qu'il aurait été plus approprié d'utiliser dans cet exemple des prix administrés appliqués plus élevés que les prix extérieurs fixes.

2. Quant à la conclusion tirée de l'exemple 2, il semble opportun de souligner que sans mécanisme permettant d'ajuster les prix en fonction de l'inflation, conformément à leurs engagements, les pays se trouvant dans la situation décrite dans cet exemple n'ont le droit d'exécuter des programmes de soutien des prix que dans la mesure où les prix administrés appliqués, en valeur nominale, sont inférieurs aux prix extérieurs fixes, même s'il se peut qu'en valeur réelle, les prix administrés appliqués restent bien inférieurs aux prix extérieurs de la période de base.

3. Il est indiqué à l'exemple 2 que "les prix administrés appliqués ne peuvent être indexés sur le coût de la vie sans qu'il y ait tôt ou tard rupture de l'engagement pertinent". On retrouve dans l'exemple 4 une phrase analogue ainsi libellée: "Si le prix administré appliqué devait être ajusté en fonction de l'inflation, le soutien des prix du marché qui en résulterait dépasserait l'engagement concernant la MGS". Nous voudrions demander des précisions sur cette question. Si l'on veut dire par là qu'aux fins des calculs présentés dans ces deux exemples les prix administrés appliqués doivent être pris en valeur réelle pour calculer le soutien des prix du marché ou, par voie de conséquence, qu'ils ne peuvent être pris en valeur nominale que si les prix extérieurs fixes sont "indexés sur le coût de la vie", pour éviter une rupture des engagements en matière de soutien interne, nous souscrivons pleinement à cette évaluation. En revanche, si la nécessité d'un ajustement en fonction de l'inflation est mise en cause, cela nous inquiéterait sérieusement.

4. Et cela nous amène à une question fondamentale qui semble absente de tout le document bien qu'elle soit illustrée par les divers exemples. Il s'agit du fait que si, avant de calculer le soutien des prix du marché, les prix administrés appliqués ou les prix extérieurs fixes ne sont pas ajustés en fonction de l'inflation, ce calcul sera nécessairement faussé et ses résultats présenteront des anomalies. D'un point de vue économique, comparer directement des prix nominaux courants et des prix nominaux fixés il y a plusieurs années n'a guère de sens. Une méthode de calcul aussi irrationnelle au plan économique relève artificiellement le niveau de la MGS courante et entraîne une rupture des engagements.

5. Pour ce qui est de la seconde des approches mentionnées ci-dessus de l'ajustement en fonction de l'inflation, à savoir l'ajustement des prix de référence extérieurs fixes, la relation entre le taux de fléchissement du cours du change et le taux d'inflation doit être également examinée, comme dans l'exemple 5. Si le taux de dépréciation de la monnaie est égal au taux d'inflation, l'ajustement

compense l'inflation. S'il est plus faible, ce qui devrait être le scénario le plus probable, l'inflation n'est que partiellement compensée. Si en revanche le taux de dépréciation dépasse celui de l'inflation, le phénomène inverse se produit.

6. Pour ce qui est de l'exemple 3, le document montre parfaitement comment l'inflation diminue la valeur réelle des droits à un soutien interne et démontre que la limitation liée à la MGS sera remplacée par la limitation *de minimis* même si pendant la période de base le niveau du soutien était supérieur au niveau *de minimis*. En d'autres termes, faute d'ajustement en cas de forte inflation, les pays touchés seraient amenés à réduire leur soutien interne à un taux sensiblement supérieur à ce qui est prévu dans les règles pertinentes.

7. Enfin, nous voudrions demander au Secrétariat de nous préciser pourquoi dans l'exemple 5 il est présumé que le taux de dépréciation de la monnaie est supérieur au taux d'inflation, puisque d'après notre expérience, ce serait plutôt l'inverse qui se produirait habituellement. Cela signifierait que dans la plupart des cas, l'utilisation d'une devise étrangère dans le calcul de la MGS totale courante ne compenserait que partiellement l'inflation. Une surcompensation semblerait nettement moins probable. Pour avoir un tableau complet de la situation réelle, nous aimerions demander au Secrétariat d'élargir le tableau 1 en y inscrivant les données pertinentes relatives à tous les Membres qui avaient précisé le montant de leurs engagements concernant la MGS et/ou les prix de référence extérieurs fixes en monnaie nationale sans déflateur incorporé.
